

Rapport d'activité 2003 de l'Autorité de régulation des télécommunications : table des matières

INTRODUCTION	
ORGANIGRAMME	5
LE COLLÈGE DE L'ART	7
EDITORIAL	10
AVIS ET DÉCISIONS	11
I. LE TRAVAIL DE L'ART	11
II. LES CHIFFRES EN 2003	12
III. RÉPARTITION DES AVIS ET DÉCISIONS	12
PREMIÈRE PARTIE	16
<u>Le marché des communications électroniques</u>	
CHAPITRE 1	17
Le marché français en 2003	
I. LE MARCHÉ EN VALEUR	17
II. LE MARCHÉ EN VOLUME	19
A. Introduction	19
B. Analyse par grandes catégories de services	20
1. La téléphonie	20
2. L'Internet	21
3. Les mobiles	23
C. Conclusion	23
Rapport annuel 2003	
III. L'IMPORTANCE DU SECTEUR	24
A. Chiffre d'affaires des télécommunications et Produit Intérieur Brut	24
B. L'investissement	25
C. L'emploi chez les opérateurs (hors FAI)	25
IV. LA CONSOMMATION DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	26
A. La consommation des ménages selon l'INSEE	28
B. L'équipement des ménages	28
V. L'ÉVOLUTION DES PRIX DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	29
A. Les paniers de consommation	29
B. L'évolution des tarifs d'interconnexion	30
C. Le budget "télécom" des ménages	30
CHAPITRE 2	17
Comparaisons européennes	
I. LE MARCHÉ DU TÉLÉPHONE FIXE	36
A. Éléments de concurrence	36
1. La part de marché de l'opérateur historique	36
2. La sélection et préselection du transporteur	38
B. Le prix des communications	38

1. L'abonnement résidentiel	38
2. L'abonnement professionnel	40
3. Le prix des appels	41
II. LE MARCHÉ DES MOBILES	42
A. Le développement continu du marché	42
B. Éléments de concurrence	43
1. La part de marché de l'opérateur historique	43
2. La concentration sur le marché	44
III. LE MARCHÉ DE L'INTERNET HAUT DÉBIT	45
A. Le développement du marché	45
B. Éléments de concurrence	46
1. La part de marché de l'opérateur historique	46
2. La concurrence par les infrastructures	46
C. Les données de dégroupage	47
1. Le nombre de lignes dégroupées partiellement et totalement	47
2. La tarification du dégroupage	48
IV. LES MARCHÉS INTERMÉDIAIRES	49
A. Le marché des liaisons louées	49
1. Les tarifs des liaisons de 64 kbit/s	49
2. Les tarifs des liaisons de 2 Mbit/s	50
3. L'évolution moyenne des prix depuis 1998	51
B. Le marché de l'interconnexion	52
1. L'interconnexion au niveau local	52
2. Le simple transit	53
3. L'évolution européenne du tarif d'interconnexion fixe vers fixe	54
4. Les tarifs de la terminaison d'appel fixe vers mobile	54
5. L'évolution européenne du tarif d'interconnexion fixe vers mobile	55
6. Les tarifs des liaisons louées d'interconnexion	56
V. LE RÉTABLISSEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES OPÉRATEURS EUROPÉENS	58

DEUXIÈME PARTIE

Les grands chantiers du régulateur

CHAPITRE 1	59
Le nouveau cadre juridique	
I. LE PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DU RÉGULATEUR	61
A. Les principales missions	62
1. La régulation des marchés pertinents	62
2. Le régime des autorisations et la gestion des ressources rares	63
3. Fourniture et financement du service universel	64
B. Les moyens de l'ART	64
1. Le règlement des litiges	64
2. Recueil d'informations et pouvoir d'enquête	64
3. Pouvoir de sanction	65
C. Le contrôle de l'action du régulateur	65
II. L' ANALYSE DES MARCHÉS	66
A. Le processus d'analyse des marchés	66
B. Marchés, opérateurs puissants, obligations : principes et méthodes	67
1. La délimitation des marchés	67
1.1.Principes issus du droit de la concurrence	67
1.2. Les trois critères de délimitation des marchés pertinents au sens des directives	69
2. La désignation d'opérateurs puissants	69
3. Les obligations	70
3.1. Les obligations découlant de la directive accès	71

3.2. Les obligations découlant de la directive service universel	74
C. 2003, année de lancement des analyses de marchés	75
III. LA TRANSPOSITION DES DIRECTIVES EN EUROPE	77
A. Les délais de transposition	77
B. Les notifications de décisions	79

CHAPITRE 2

Le programme de l'ART

I. CONSOLIDER LA CONCURRENCE	83
A. La téléphonie fixe	83
1. La revente de l'abonnement	84
2. Les services innovants	84
B. Le haut débit	87
1. Le marché de détail haut débit en France	87
1.1. Le haut débit, une définition non stabilisée	87
1.2. Un marché en croissance rapide	88
1.3. Une domination importante des technologies DSL	89
1.4. L'arrivée des technologies alternatives sans fil	89
1.5. La convergence pourrait devenir une réalité	90
2. La régulation des marchés du haut débit	91
2.1. Structure du marché de gros	91
2.2. L'action de l'ART en matière de dégroupage	91
2.3. L'action de l'ART en matière d'option 3 et 5	92
2.4. Le développement d'offres multiservices haut débit	93
2.5. La situation concurrentielle	93
3. Les facteurs de succès en 2004	94
II. FAVORISER L'ENTRÉE DE TOUS DANS LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	94
III. LA TÉLÉPHONIE MOBILE : UMTS ET NOUVEAUX USAGES	96
A. Services multimédia mobiles et UMTS	96
1. L'UMTS : une réalité en Europe et dans le monde	96
2. Services 3G : un apport important pour le consommateur	96
3. Les services GPRS : un levier pour le succès de l'UMTS	98
B. Facteurs-clés de succès	98
1. Des investissements technologiques et commerciaux	99
2. Diversité et richesse de l'offre de services	99
3. Amélioration de l'interopérabilité	100
C. 2004, l'année du lancement de l'UMTS	101
IV. NUMÉROTATION ET BOUCLE LOCALE RADIO	102
A. Évolution du plan de numérotation	102
B. La boucle locale radio et le Wimax	102
V. LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	103
A. Le contexte institutionnel	104
1. Les nouvelles compétences des collectivités	104
431	
2. Le soutien financier aux projets	105
3. Les mesures diverses des CIADT de 2003	106
B. Le rôle dévolu à l'ART par le nouveau dispositif	107
1. L'article L.1425-1	107
2. Un rôle de conseil et d'expertise.	107
3. Des actions de communication toujours nécessaires	107
4. Une fonction d'étude reconnue	109
C. Perspectives pour 2004	110
TROISIÈME PARTIE	16
Les attributions de l'ART	
CHAPITRE 1	17

Le régime d'autorisation

I. DU RÉGIME DES LICENCES AU RÉGIME DES DÉCLARATIONS

A. Le nouveau cadre réglementaire des autorisations	115
1. Le principe du système déclaratif	10
2. La déclaration proprement dite	10
B. Les droits et obligations attachés aux autorisations générales	117

II. L'ATTRIBUTION DES RESSOURCES RARES

CHAPITRE 2

La régulation des ressources rares

I. FRÉQUENCES

A. Planification des fréquences	123
1. La CMR 03	123
1.1. Des fréquences supplémentaires pour les réseaux locaux radio	124
1.2. Consolidation des ressources pour la 3G	125
1.3. Un premier pas vers l'harmonisation des fréquences pour les systèmes de sécurité	125
1.4. Surfer dans l'avion	125
1.5. Des évolutions en perspective dans les méthodes de gestion des fréquences	126
1.6. Mise en œuvre des décisions de la CMR	126
2. Les autres activités de planification du spectre	127
2.1. Coopération avec la CEPT	127
432	

Rapport annuel 2003

2.2. Coordination des fréquences aux frontières	127
B. Délivrance et suivi des autorisations individuelles d'utilisation des fréquences	128
1. Conditions de la délivrance de l'autorisation	128
2. Conditions de l'utilisation des fréquences radioélectriques	128
3. Les principales décisions relatives aux autorisations d'utilisation des fréquences	129
C. L'activité de coordination technique	129

II. NUMÉROTATION

A. La planification des numéros	130
B. Gestion opérationnelle des numéros géographiques	131
1. Appel à commentaires sur l'évolution des règles de gestion des numéros courts (3BPQ)	131
2. Les numéros des clients d'un service voix sur ADSL	132
3. La portabilité des numéros	132
3.1. La portabilité des numéros fixes	132
3.2. La portabilité des numéros mobiles	133
3.3. Les perspectives pour 2004	135
C. Le prix des numéros non géographique fixes	136
1. Numéro libre appel	136
2. Numéros à coûts partagés	136
3. Numéros non-géographiques portables	136
4. Numéros à revenus partagés	136

CHAPITRE 3

La régulation concurrentielle

I. LA DÉSIGNATION DES OPÉRATEURS PUISSANTS

A. La transition entre l'ancien et le nouveau cadre réglementaire	139
1. Les marchés examinés et la méthode utilisée	140
2. Segmentation géographique	140

B. Les opérateurs désignés puissants	141
1. Les marchés de la téléphonie fixe et des liaisons louées	141
2. Le marché de la téléphonie mobile	141
3. Le marché de l'interconnexion	142
C. Les obligations des opérateurs puissants	143
1. Obligations incombant aux opérateurs "puissants" sur les marchés de la téléphonie fixe et des liaisons louées	143
2. Obligations incombant aux opérateurs "puissants" sur le marché de la téléphonie mobile	144
3. Obligations incombant aux opérateurs "puissants" sur le marché de l'interconnexion	144
4. Obligation pouvant être imposée à tout opérateur "puissant"	144
433	

II. LE CONTRÔLE TARIFAIRE 144

A. Comment se justifie-t-il ? 144

1. Analyse juridique	144
2. Analyse économique	145
3. La définition du contrôle des tarifs de détail	147
3.1. Transparence	148
3.2. Convention pluriannuelle	148
3.3. Procédure d'homologation en 2003	148
3.4. Contrôle des offres sur mesure	149

B. Méthodologie 149

1. Service universel	149
2. Tests concurrentiels	150
2.1. Discrimination	150
2.2. Subventions croisées	150
2.3. Prédation	151
2.4. Test de prédation pour les liaisons louées et services de capacité	152
2.5. Effet de ciseaux (squeeze)	153

C. Les décisions tarifaires de France Télécom 154

1. Les avis sur les décisions tarifaires	154
2. Bilan sur la période 1997-2003	155
3. Répartition des décisions tarifaires	155
4. Les délais	156

CHAPITRE 4 17

Le service universel

I. LE COÛT DU SERVICE UNIVERSEL 160

A. Les composantes historiques 160

B. Le rôle de l'ART dans l'évaluation du coût du service universel 160

C. Le financement du service universel 161

II. L'ÉVALUATION DU COÛT DU SERVICE UNIVERSEL POUR LES ANNÉES 1997 À 2004 162

A. Des règles de calcul contestées par la CJCE 162

B. La prise en compte des griefs de la CJCE 162

C. Les avantages immatériels 163

1. la reconnaissance de la marque	164
2. la couverture universelle dans la zone d'exploitation ubiquitaire	164
3. la "valeur" de certains clients (effet lié au cycle de vie)	164
4. Avantage marketing lié à l'accès aux données relatives à l'utilisation du téléphone	164
5. Les modalités d'imputation des avantages immatériels sur chacune des composantes	165

D. Récapitulatif 165

E. Litiges en cours 166

1. Devant le Tribunal administratif de Paris	166
--	-----

Rapport annuel 2003	
2. Devant le Conseil d'Etat	166
2.1. Tiscali	166
2.2. Autres recours	167
III. L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE	168
A. La Directive "service universel"	168
1. Les principales dispositions	169
1.1. L'élargissement du champ du service universel	169
1.2. La désignation de l'entreprise en charge du service universel	169
1.3. Le financement et le calcul du service universel	169
2. Les autres mesures	170
B. La transposition de la directive "service universel"	170
1. Les aspects du service universel	170
2. Le champ du service universel	170
3. La désignation des prestataires du service universel	170
4. Nouvelle notion, "charge excessive"	170
5. Une répartition des tâches supprimée entre l'ART et le Ministre chargé des télécommunications	170
C. La modification de la clé de répartition	171
D. Éléments du décret d'application	172
IV. COMPARAISON INTERNATIONALE	174
V. L'ANNUAIRE UNIVERSEL ET LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS	178
A. Le décret relatif aux annuaires universels et aux services universels de renseignements	178
B. Les droits des abonnés et les obligations des opérateurs des éditeurs	179
1. Les droits des abonnés	179
2. Les obligations des opérateurs	180
3. La rémunération pour service rendu	180
4. Les obligations des éditeurs	180
C. "Opt-in" ou "Opt-out"?	181
D. L'annuaire universel en Europe	183
E. Le litige Iliad/France Télécom	185
1. Les principes	185
1.1. Concernant l'orientation vers les coûts	185
1.2. Concernant le principe de non discrimination	185
2. Le règlement du différend	186
3. La nouvelle offre de France Télécom	186

435

CHAPITRE 5

L'action en faveur des consommateurs

I. LES PRINCIPALES DÉCISIONS EN FAVEUR DU CONSOMMATEUR	189
A. L'effet des décisions tarifaires de France Télécom sur les consommateurs	189
B. L'effet des offres de France Télécom sur la concurrence	190
II. LES PANIERS DE CONSOMMATION	191
A. Méthodologie	191
1. Assiette	191
2. Structure de consommation	192
3. Méthode de valorisation	192
B. Evolution de la consommation	192
III. ACTIONS DE L'UNITÉ CONSOMMATEURS	193
A. L'information du consommateur	193
B. Dialogue avec les consommateurs	194

C. Les plaintes des consommateurs	195
1. L'activité 2003 en quelques chiffres	195
2. Les principales difficultés rencontrées par les consommateurs par type de marché au cours de l'année 2003	196
2.1. Le secteur du fixe, hors accès à Internet	196
2.2. Le secteur du mobile	197
2.3. Internet	197
D. Réunions avec les associations	199
IV. LES ÉTUDES EFFECTUÉES À LA DEMANDE ET POUR LE COMPTE DE L'ART EN 2003	199
A. Diffusion, usage et acceptabilité des NTIC	199
1. La téléphonie	199
2. L'ordinateur personnel et Internet	200
B. Perception du secteur des télécommunications par les ménages	200
CHAPITRE 6	
L'international	
I. LES RELATIONS AVEC L'UNION EUROPÉENNE	205
A. Le COCOM	206
1. Rôle et fonctionnement du Comité	206
2. Les principaux travaux du Comité en 2003	206
3. Les principaux textes adoptés par la Commission en 2003, après consultation du COCOM	207
436	
Rapport annuel 2003	
3.1. La recommandation sur les marchés pertinents	207
3.2. La recommandation sur l'article 7 de la directive "cadre"	208
B. Le GRI/GRE	
(Groupe des régulateurs indépendants/ groupe des régulateurs européens)	208
1. Un travail en commun avec les ARN européennes	208
1.1. De l'informel au formel : du GRI au GRE	208
1.2. Avancées sur la transparence	209
2. Les dossiers traités en 2003 par le GRI/GRE	210
2.1. Principal axe de travail pour 2003 : l'analyse des marchés	210
2.1.1. Le concept d'opérateurs puissants	210
2.1.2. Les remèdes aux problèmes de concurrence	210
2.2. Etudes de marchés spécifiques	211
2.2.1. PIB sur la terminaison d'appels mobiles	211
2.2.2. L'accès Bitstream	211
3. Le programme de travail 2004 du GRE/GRI : dans la continuité de l'année 2003	212
C. La Conférence européenne des administrations des Postes et Télécommunications (C.E.P.T.)	214
II. LES RELATIONS AVEC LE RESTE DU MONDE	214
A. L'Union internationale des Télécommunications (U.I.T.)	214
1. La Conférence Mondiale des Radiocommunications (CMR)	215
2. Télécom 2003	215
3. Le SMSI (Sommet mondial de la société de l'information)	215
B. L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)	215
III. LES ACTIONS DE COOPÉRATION	216
A. Coopération bilatérale	217
B. Coopération multilatérale	217
C. La création du Réseau francophone de la Régulation des télécommunications	218
CHAPITRE 8	
La normalisation	219
I. L'UIT-T	221

A. Participation directe aux travaux de certaines Commissions d'Etudes	222
B. Participation aux organes de décision de l'UIT-T	222
II L'ETSI	223
A. L'Institut européen face à une réforme de fond	223
B. Un budget en baisse	224
C. Soutien des actions de promotion	224
D. La normalisation de la 3G : des perspectives à préciser	225

E. Réflexions sur l'interopérabilité des services et le libre choix de l'utilisateur	225
F. L'ETSI dessine les futurs réseaux de communications électroniques	226
III. LES STRUCTURES DE CONCERTATION NATIONALE	227
A. Le CFCT-UIT	227
B. Le Groupe Interministériel des Normes	227
C. La CF ETSI (Commission française pour l'ETSI)	227
D. L'observatoire des forums de l'AFNOR	228

QUATRIÈME PARTIE

L'action de l'ART sur les différents segments de marchés

CHAPITRE 1	229
-------------------	-----

La téléphonie fixe

I. LES CHIFFRES DU MARCHÉ	231
A. Parc de lignes, options et services supplémentaires	231
B. Nombre d'abonnements à la sélection du transporteur	231
C. Revenus des accès, des abonnements et des services supplémentaires	232
D. Les communications depuis les lignes fixes	233
E. Publiphonie	235
F. Cartes (pré et post-payées) de téléphonie fixe	235
II. EVOLUTION DES PRIX	236
A. Les abonnements téléphoniques	236
B. Les communications téléphoniques	236
1. L'évolution des prix de l'opérateur historique	236
2. L'évolution et le positionnement des principaux concurrents	237
III. L'ACTION DE L'ART	238
A. Décisions tarifaires portant sur l'accès	238
1. Frais d'accès au réseau (mise en service)	238
2. Frais récurrents (l'abonnement)	239
3. Services liés à l'accès (services annexes)	240
B. Décisions tarifaires concernant les "cadeaux"	241
C. Décisions tarifaires sur les communications	242
1. Communications des entreprises facturées à la durée	242
2. Forfaits	244
3. Les offres d'abondance	245
4. Les communications fixes vers mobiles	247
4.1. Les tarifs des appels fixe vers mobiles entre la métropole et les DOM, et entre les DOM	248
Rapport annuel 2003	
4.2. Les tarifs vers les mobiles d'Orange Caraïbes pratiqués à l'intérieur des départements des Caraïbes et ceux vers les mobiles de SRR pratiqués au sein des circonscriptions de la Réunion et de Mayotte	249
4.3. Sur la création de l'option tarifaire "Avantage Mobiles Plus DOM 2"	250

CHAPITRE 2 17

La téléphonie mobile

I. LE MARCHÉ 253

A. Le marché (métropole, DOM, Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon) 253

1. L'évolution du parc de clients 253

2. Les résiliations 257

3. Les forfaits 258

4. Les SMS en métropole 259

B. Evolution du chiffre d'affaires et des volumes 259

1. Évolution du chiffre d'affaires 259

2. Évolution des volumes 260

3. Le développement des services de données 262

4. Le revenu mensuel moyen sortant par abonné 262

C. Le développement des services de données 263

II. L'ACTION DE L'ART 265

A. Le GSM 265

1. Désignation des opérateurs puissants 265

2. Les appels fixes vers mobiles 265

2-1. Le price cap 265

2.2. l'évolution des tarifs fixes vers mobiles 266

3. La qualité de service 266

4. La couverture mobile 267

4.1. La mise en œuvre de l'itinérance locale 268

4.2. L'adoption des modalités de calcul des coûts et des revenus 269

5. La portabilité des numéros mobiles 269

6. Les MVNO 270

7. Mobiles et handicapés 271

B. Le renouvellement des autorisations GSM 271

1. Une redevance annuelle en deux composantes 272

2. Les autorisations d'Orange et SFR renouvelées 272

3. De nouvelles obligations issues du "paquet télécom" 272

4. Obligations de couverture renforcées 273

C. L'UMTS 274

1. La vérification des obligations des opérateurs 274

2. Les nouvelles obligations des opérateurs 275

3. Le lancement des services 3G dans le monde 275

D. Les satellites 275

E. La radiomessagerie 276

439

CHAPITRE 3 279

Les autres services des réseaux fixes et mobiles

I. LES CHIFFRES DU MARCHÉ 281

A. Les services avancés 281

B. Les services de renseignements 282

C. Ventes, location et maintenance de terminaux 282

II. L'ACTION DE L'ART 283

CHAPITRE 4 285

L'internet bas débit

I. LES CHIFFRES DU MARCHÉ 287

A. Évolution du chiffre d'affaires 287

B. Évolution des volumes 288

C. Évolution du parc d'abonnés bas débit 288

II. ÉVOLUTION DES PRIX DE LA CONNEXION À INTERNET 289

III. L'ACTION DE L'ART	291
CHAPITRE 5	293
Le haut débit	
I. LES CHIFFRES DU MARCHÉ DU HAUT DÉBIT	295
A. Évolution du chiffre d'affaires des opérateurs autorisés	296
B. Évolution du parc	296
II. LE xDSL	297
A. La technologie	297
B. Les modes d'accès à l'ADSL	298
1. Le dégroupage (option 1)	299
1.1 Définition	299
1.2. Historique : la mise en place du dégroupage	300
1.3. L'évolution du dégroupage en 2003	301
2. Les offres de gros	304
2.1. L'option 3 : l'offre ADSL Connect ATM	304
2.2. L'option 5 (architecture de l'offre avant décembre 2003)	305
C. Les services	306
D. L'action de l'ART	308
1. Le dégroupage	308
1.1. Le groupe "processus de commande / livraison"	308
1.2. L'offre de référence dégroupage	309
440	
Rapport annuel 2003	
1.3. Comité d'experts	310
1.4. La publication du tableau de bord	310
1.5. Des groupes de travail ad hoc	311
2. Les homologations tarifaires	311
2.1. Evolution de l'option 5 en 2003	311
2.1.1. Evolution des tarifs	312
2.1.2. Evolution en termes d'architecture	312
2.2. Turbo DSL	313
3. Les avis au Conseil de la concurrence	313
3.1. Le mandat de dégroupage, saisine de l'AFORS	313
3.2. Les problèmes concurrentiels soulevés par les offres de TV sur ADSL	314
III. LES AUTRES MODES D'ACCÈS	314
A. Les technologies filaires	314
1. Le câble	314
2. la fibre optique	315
3. Les courants porteurs en ligne (CPL)	315
3.1. Le réseau	316
3.2. Les expérimentations	317
B. Les technologies sans fil (satellite, BLR, WIFI)	318
1. Le satellite	318
1.1. Les accès satellitaires au haut-débit	318
1.2. L'action de l'ART	318
2. La boucle locale radio (BLR)	319
2.1. Les opérateurs BLR au 31 décembre 2003	319
2.2. Récapitulatif des fréquences attribuées (au 31 décembre 2003)	320
2.3. L'action de l'ART	322
2.3.1. Les licences des opérateurs de BLR	322
2.3.2. Le contrôle des obligations des opérateurs en 2003	323
2.3.3. Perspectives	323
3. Les RLAN ou WiFi	325
3.1. L'action de l'ART	325
3.2. Les conditions techniques d'utilisation des fréquences RLAN	325
3.3. Les licences expérimentales RLAN / WiFi	325
IV. COMPARATIF DES TECHNOLOGIES D'ACCÈS	328

V. COMPARAISON INTERNATIONALE	329
A. Développement du marché	329
B. Concurrence par les infrastructures	330
C. Tarification du dégroupage	333
D. Concurrence par les services	334
441	

CHAPITRE 6 17

Les marchés intermédiaires

I. L'INTERCONNEXION	337
A. Les chiffres du marché	337
1. Ensemble des services d'interconnexion	337
2. L'interconnexion des opérateurs fixes	338
3. L'interconnexion des opérateurs mobiles	339
4. L'interconnexion du trafic d'accès à Internet	339
B. L'action de l'ART	339
1. Les principales modifications par rapport au catalogue 2003	339
1.1. La facturation pour compte de tiers des appels vers les services à revenus partagés des opérateurs tiers	340
1.2. La facturation pour compte de tiers des appels vers les services Internet payant et les services à coût partagés des opérateurs tiers	340
1.3. La qualité de service des prestations d'interconnexion	341
1.4. Autres mesures	341
2. Une relative stabilité tarifaire	341
II. LES LIAISONS LOUÉES ET LE TRANSPORT DE DONNÉES	342
A. Le marché	342
1. Les liaisons louées	342
2. Le transport de données sur réseaux fixes des opérateurs déclarés	342
B. L'action de l'ART	343
CHAPITRE 7	17

Les réseaux indépendants -PMR

I. LES AUTORISATIONS DE RÉSEAUX DÉLIVRÉES SUR LA BASE DE L'ARTICLE L.33-2	348
II. LES AUTORISATIONS DE RÉSEAUX DÉLIVRÉES SUR LA BASE DE L'ARTICLE L.33-3	350
III. LA RÉATTRIBUTION DES FRÉQUENCES "DOLPHIN"	351
442	

CINQUIÈME PARTIE 16

Moyens de l'ART

CHAPITRE 1 17

Communication

I. LES ENQUÊTES ET ÉTUDES EXTERNES	355
II. LA MISSION DOCUMENTATION	357
III. LA MISSION COMMUNICATION	357
A. L'activité de la mission communication	357
1. Refonte de "La Lettre de l'Autorité"	258
2. Réunion du réseau Fratel à Bamako	258
3. UIT-Télécom 2003 à Genève	258
B. Le site Internet de l'ART	359
1. Près d'un million de visiteurs uniques en 2003	359
2. Vidéo, chats et évolutions de contenu	360
IV. LES STRUCTURES DE CONCERTATION	361
A. La CCRST	

(Commission consultative des réseaux et services de télécommunications)	361
1. La composition et le statut des membres de la CCRST	361
2. Le travail de la CCRST en 2003	361
B. La CCR	
(La Commission consultative des radiocommunications)	362
1. La composition et le statut des membres de la CCR	362
2. Le travail de la CCR en 2003	362
C. Le Comité de l'interconnexion	362
1. Composition et compétences	363
2. L'action du Comité de l'interconnexion en 2003	363
Rapport annuel 2003	
443	
CHAPITRE 2	365
Les ressources de l'ART	
I. LE BUDGET	367
A. Les moyens budgétaires	367
B. Les emplois budgétaires	368
II. LES RECETTES PROPRES DE L'ART	368
III. LES RESSOURCES HUMAINES	368
A. Les effectifs	368
B. La formation	369
C. Les relations sociales	369
D. L'organisation	369
E. Les moyens informatiques et logistiques	369
CHAPITRE 3	372
Les taxes et redevances	
I. LES TAXES	373
A. La disparition de la taxe de constitution de dossier	374
B. Les taxes de gestion et de contrôle	375
1. Le principe de proportionnalité	375
2. Nouvelles bases de liquidation de la taxe de gestion et de contrôle	376
II. LES REDEVANCES	377
A. Le régime juridique applicable aux ressources en fréquences	377
1. La redevance de gestion des fréquences radioélectriques du service fixe	377
2. Redevance UMTS pour les DOM	10
B. Les recettes prélevées pour le compte de l'Etat	379